

# Clima-Med

Agir pour le climat dans  
le sud de la Méditerranée



Financé par  
l'Union européenne



CLIMATE FOR CITIES

## GUIDE SUR LE FINANCEMENT CLIMATIQUE

Annexe 3

**CONDITIONS-CADRES POUR LE FINANCEMENT CLIMATIQUE  
EN JORDANIE**

# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
1.1 CONTENU.....	3
1.2. LE PROJET CLIMA-MED.....	4
<b>LE CADRE INSTITUTIONNEL ET DE PLANIFICATION</b>	<b>6</b>
<b>EXEMPLES DE FINANCEMENT LIE AU CLIMAT</b>	<b>12</b>
3.1. LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DES VILLAGES (CVDB).....	13
3.2. FONDS ENVIRONNEMENTAL JORDANIEN (JEF).....	13
3.3. LE FONDS JORDANIEN POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITE ENERGETIQUE (JREEEF).....	14
3.4. LES BANQUES COMMERCIALES SOUTIENNENT LE FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	14
3.5. PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE ET CONCESSIONS.....	15
3.6. CROWD FUNDING / FINANCEMENT PARTICIPATIF.....	15
3.7. SOCIETES DE SERVICES ENERGETIQUES (ESCO).....	15
<b>EXEMPLES DE FINANCEMENT CLIMATIQUE PAR LES DONATEURS ET LES BANQUES MULTILATERALES DE DEVELOPPEMENT</b>	<b>16</b>
<b>CONCLUSIONS</b>	<b>20</b>
<b>RÉFÉRENCES</b>	<b>22</b>

# 01.

INTRODUCTION



## 1.1 Contenu

**Les « Conditions-cadres pour le financement climatique en Jordanie – Annexe 3 du Guide Clima-Med sur le financement climatique » présente un ensemble spécifique de règles, de réglementations, de structures et d'exemples pertinents pour l'effort global visant à augmenter le financement climatique dans le pays.**

**Les informations contenues dans cet Annexe ont pour objectif d'orienter les actions liées au financement climatique de manière générale, et plus particulièrement, d'améliorer la planification et la mise en œuvre des recommandations énoncées dans le Guide Clima-Med sur le financement climatique.**



**Les conditions-cadres portent sur les éléments suivants :**

- La disponibilité et l'utilité des PAAEDCs de Clima-Med et de la CAS.
- Les principales installations d'appui technique et les programmes liés au financement climatique dans le pays.
- L'organisation institutionnelle, y compris les principales institutions publiques dont les responsabilités et les besoins sont liés à l'action climatique en général, et plus particulièrement au financement climatique.
- Les banques commerciales, les fonds, ainsi que d'autres acteurs financiers dotés d'une expertise et d'un potentiel en matière de financement climatique, y compris les fonds des banques de développement, et les programmes de financement pertinents.

- Les conditions-cadres spécifiques liées à la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) dans le pays.
- Les programmes de subventions passés ou actuels et les subventions soutenues par les gouvernements bilatéraux, les Banques Multilatérales de Développement, et les mécanismes de financement mixtes liés au climat.
- L'application, le processus de qualification et le recours aux Sociétés de Services Énergétiques (ESCO) et aux Entreprises d'audit énergétique.
- L'applicabilité et les conditions propices pour mettre en place les partenariats public-privé et les concessions.
- Enfin, une sélection d'exemples d'actions climatiques financées et conclusions générales.

## 1.2. Le projet Clima-Med

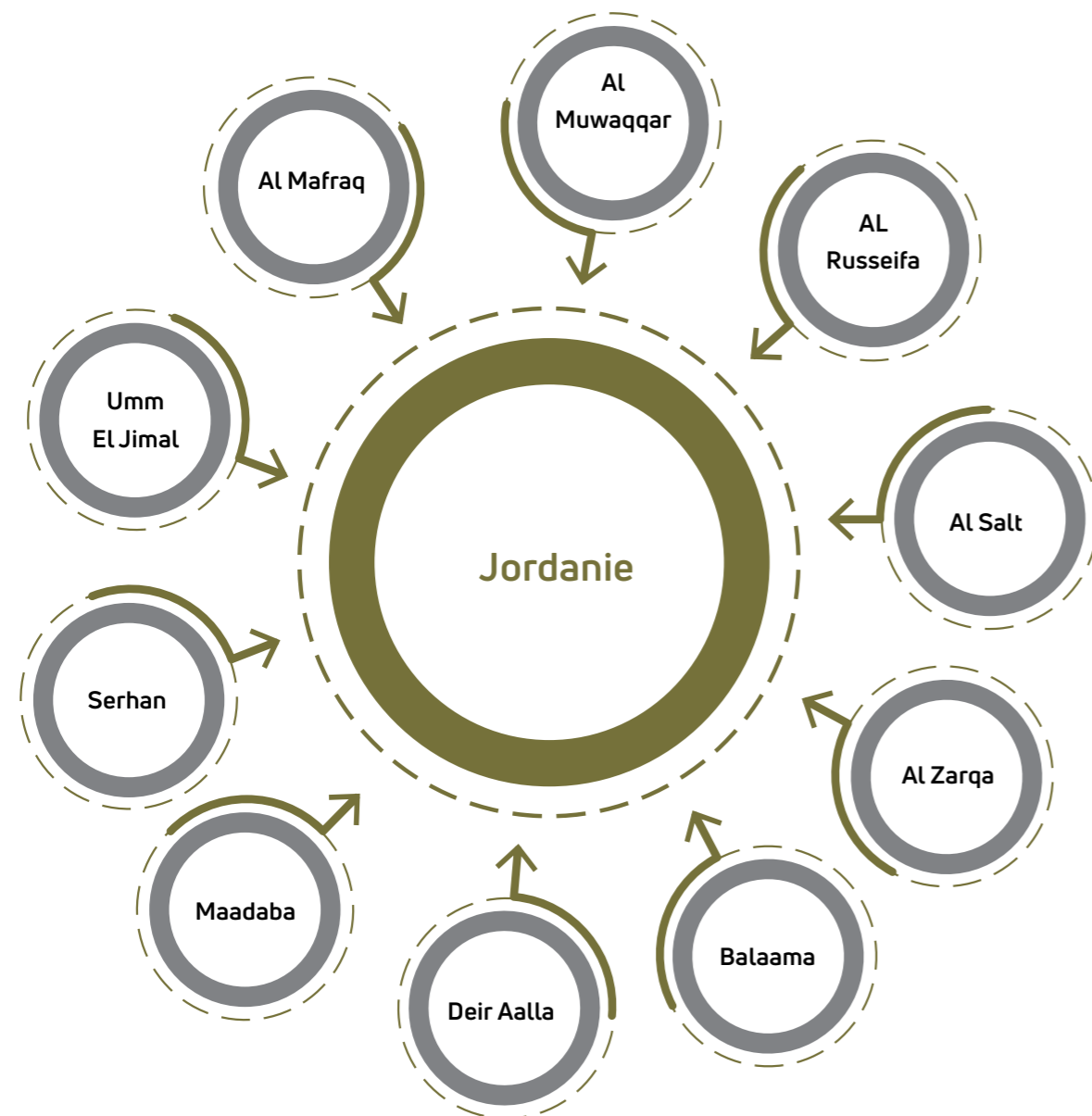
Le projet Clima-Med, lancé en 2018 au profit de 8 pays et plus d'une centaine de villes dans le sud de la Méditerranée, renforce trois composantes essentielles visant à orienter et à mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes liés au climat aux niveaux national et local.

La première composante du projet est dédiée à la coordination de l'action climatique au niveau national par la création du Groupe de Coordination National (GCN) et l'élaboration de la Stratégie de coordination de l'action pour le climat (CAS). La deuxième composante soutient les autorités locales dans l'élaboration des Plans d'Action pour l'Accès à l'Energie Durable et le Climat (PAAEDCs), tandis que la troisième composante vise à renforcer le financement climatique, principalement pour financer les projets PAAEDCs.

La Stratégie de coordination de l'action pour le climat (CAS) a pour objectif de formuler des recommandations aux autorités nationales en vue d'améliorer l'intégration du changement climatique (CC) dans les politiques publiques, tant au niveau de l'atténuation que de l'adaptation au CC, et d'assurer une coordination plus efficace entre tous les acteurs du CC à l'échelle nationale.



Les 10 villes suivantes ont développé leurs PAAEDCs en Jordanie :



En outre, le projet Clima-Med a créé et dirige l'initiative CoM Med, attirant de nombreuses villes engagées dans la préparation de leurs PAAEDCs, renforçant ainsi le besoin de les soutenir financièrement pour la réalisation des actions prévues dans ces plans.

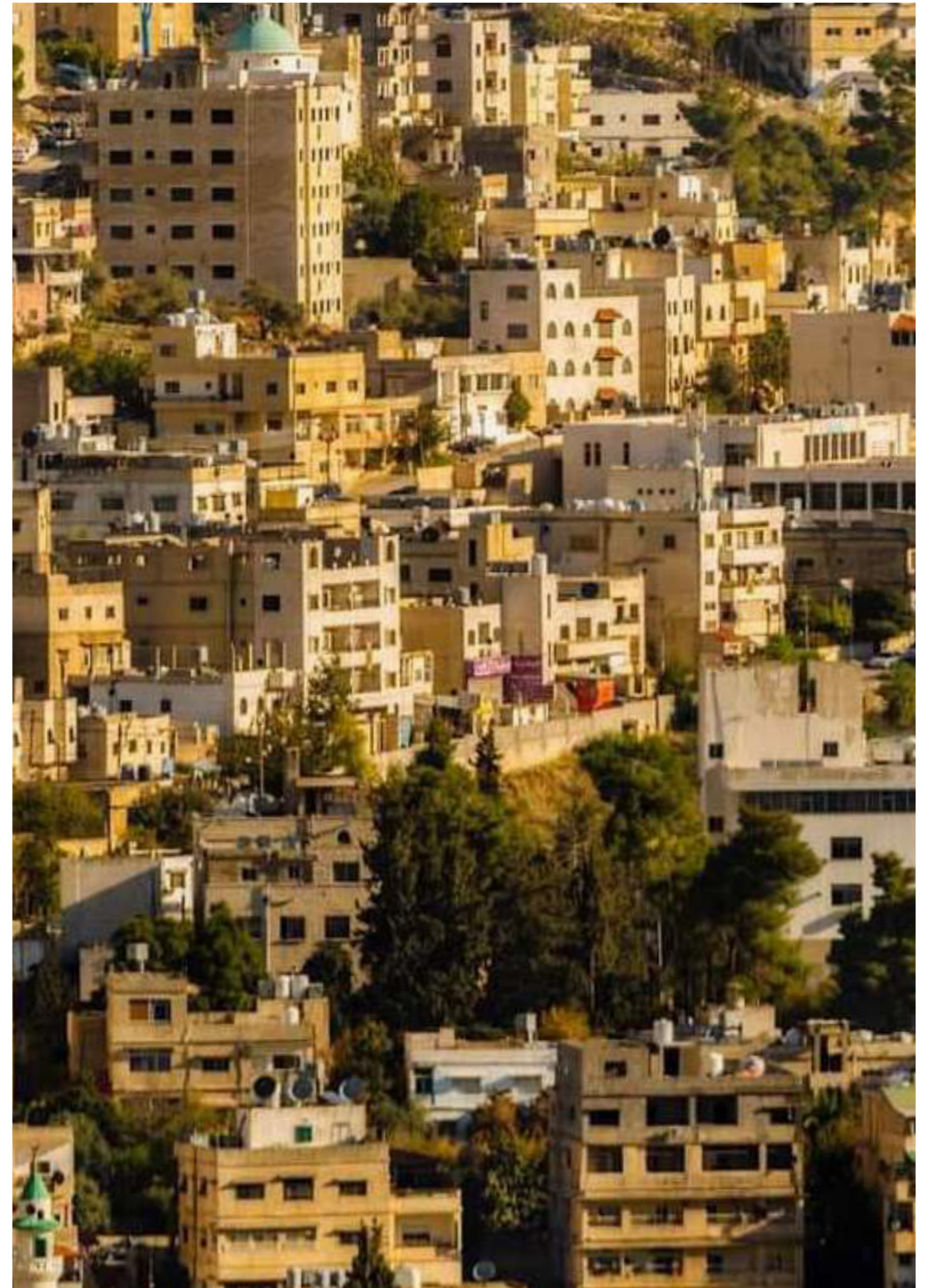
Les PAAEDCs élaborés, ainsi que l'implication croissante de plusieurs villes, forment une base solide à mettre en avant, en particulier auprès des institutions nationales, et principalement face aux donateurs internationaux

# 02.

Le cadre Institutionnel et de Planification



Depuis janvier 2021, le gouvernement jordanien a porté la mise en œuvre de la CDN au plus haut niveau politique. Tous les ministères et institutions nationales sont invités à inclure le plan d'action CDN et le plan d'action pour la croissance verte dans leurs plans de développement respectifs. Cela devrait renforcer l'effort d'intégration du climat dans l'ensemble du gouvernement, car les ministères et les agences peuvent mieux aligner les plans sectoriels sur les objectifs climatiques et les actions décrites dans le plan d'action de la NDC. Cela souligne également l'engagement national à soutenir les besoins de financement en matière de climat.



Ainsi, le rôle de plusieurs institutions nationales est de contribuer directement aux actions climatiques. À cette fin, plusieurs plans et stratégies récents ont été publiés, traitant de l'atténuation et de l'adaptation dans les environnements naturels et urbains aux niveaux national et local. Les acteurs clés et les principaux plans sont les suivants :

**Le ministère de l'environnement (ME)** préside le comité national sur le changement climatique. Il s'agit d'un point focal national pour la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et ses protocoles et fonds. Le **comité national sur le changement climatique (NCCC)** est chargé de la supervision et de la coordination. Il est présidé par le ministère de l'environnement et se compose de 16 secrétaires généraux issus des ministères de tutelle.

Dès 2014, le ministère de l'environnement a créé la **Direction des Changements Climatiques (DCC)**, une étape marquante dans le renforcement de la structure institutionnelle Jordanienne en matière de changement climatique. La DCC est le point focal officiel pour la coordination et le développement de toutes les activités nationales relatives au changement climatique associées à la CCNUCC et à la structure de gouvernance et aux initiatives mondiales en matière de changement climatique. La DCC vise à renforcer la capacité du ministère de l'environnement à mettre en œuvre

le PNCC en élaborant et en mettant à jour des stratégies, des politiques et des programmes pertinents en matière de changement climatique liés à la vulnérabilité, à l'adaptation, à l'atténuation, au transfert de technologies et au financement<sup>[1]</sup>. Six plans d'action sectoriels pour l'économie verte ont été lancés en 2020 par l'Institut mondial de la croissance verte (IMCV) et le ME.

Toutes les municipalités dépendent des transferts du gouvernement et n'ont pas de limite légale d'emprunt. Elles peuvent également emprunter auprès de la Banque de développement des villes et des villages (BDVV) et d'autres banques nationales avec l'approbation du ministre des affaires municipales.

En 2020, le **Ministère de l'énergie et des ressources minières (MERM)** a publié la stratégie énergétique 2020-2030. Les objectifs de cette stratégie comprennent la diversification des ressources énergétiques et l'expansion des énergies renouvelables. D'ici à la fin de 2030, le pays envisage de faire en sorte que 48,5 % de la production nationale d'électricité provienne de sources d'énergie locales.

En outre, le MERM prévoit d'établir des normes techniques et juridiques pour produire de l'hydrogène vert à partir de l'énergie solaire et éolienne, afin de réduire la dépendance du pays à l'égard des importations de combustibles fossiles et d'accroître l'expansion de l'énergie renouvelable d'origine locale.

**Plan d'action du PNDC :** La CDN a été soumise en octobre 2021 ; la Jordanie a rejoint le partenariat CDN en 2017 et a demandé un soutien dans cinq secteurs : les transports, l'eau, l'énergie, l'agriculture et la santé. Le gouvernement a validé en 2019 un plan d'action CDN complet basé sur des projets, détaillant les besoins d'assistance technique et d'investissement pour mener des actions mesurables et transformatrices dans ces secteurs.

**La vision de la Jordanie à l'horizon 2025,** une vision et une stratégie nationales à long terme, a été publiée en 2015 et présente les objectifs de développement socio-économique du pays. Dans ce document, le changement climatique a été clairement mentionné dans le secteur de l'environnement comme une initiative prioritaire pour développer un cadre législatif pour l'organisation du changement climatique afin de maximiser les avantages, de minimiser les impacts négatifs et de renforcer les capacités nationales.



[1] <https://www.unepfi.org/wordpress/wp-content/uploads/2021/01/Sustainable-Arab-Finance-Report-Jan-2021.pdf>

**Le Plan National Jordanien de croissance verte** (PNCV) se concentre sur six secteurs essentiels au développement de la Jordanie : l'énergie, les déchets, l'agriculture, l'eau, les transports et le tourisme. Le plan national de croissance verte opérationnalise une approche de croissance verte afin de mettre en œuvre de manière durable les plans et stratégies de développement existants, y compris la Vision de la Jordanie à l'horizon 2025.

Le NGGP prévoit plusieurs actions de financement, notamment la création d'une équipe de financement vert pour améliorer l'accès direct aux fonds internationaux pour le climat, la création d'un nouveau « Fonds Jordanien pour la croissance verte » et le lancement d'un programme de financement vert du secteur privé et de groupes de travail.

Le gouvernement Jordanien élabore actuellement une **stratégie à long terme** en vue d'une nouvelle politique sur le changement climatique à l'horizon **2050**<sup>[2]</sup>. Cette politique introduira des objectifs à long terme et des mesures visant à renforcer la capacité d'adaptation dans le cadre d'une vision climatique qui vise à évoluer vers une économie à émissions nulles de carbone.

**La stratégie nationale pour le secteur de l'énergie (2020-2030)** est un plan décennal qui fixe la feuille de route pour accroître l'autosuffisance grâce à l'utilisation de sources naturelles et renouvelables nationales, réduire la consommation d'énergie en améliorant les mesures d'efficacité énergétique dans différents secteurs, et réduire les émissions de dioxyde de carbone de 10 % d'ici à l'année 2030.



[2] <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-03/National%20Climate%20Change%20Policy%20of%20the%20Hashemite%20Kingdom%20of%20Jordan%202022-2050.pdf>



**La stratégie nationale de l'eau (2016-2025)** comprend des dispositions relatives au changement climatique, au lien entre l'eau, l'énergie et l'alimentation, et à la durabilité des ressources en eaux souterraines surexploitées.

Une stratégie nationale décennale pour le développement agricole (2016-2025). Son objectif global est le développement durable des ressources agricoles qui préservera la biodiversité animale et végétale du pays.

**La stratégie nationale des transports à long terme (2016-2030)** définit les activités du secteur, notamment les transports routiers, ferroviaires, maritimes et l'aviation civile.

**Le plan de mobilisation des investissements climatiques** de la Jordanie donne la priorité aux projets sensibles au climat afin d'impliquer le secteur privé, de faire de la Jordanie une destination attrayante pour les investissements climatiques et de soutenir la réalisation des CDN de la Jordanie. Le plan a été élaboré pour neuf projets sensibles au climat dans le cadre du plan prioritaire approuvé par le Conseil des ministres. Il vise ainsi à contribuer à la mobilisation du financement climatique à la lumière des impacts du changement climatique dans tous les secteurs.

Un autre projet considéré comme une priorité sensible au climat est le **projet d'amélioration de l'efficacité énergétique et de rénovation des bâtiments verts dans les bâtiments publics - Phase 1**. Ce programme est conçu pour dix projets entièrement alignés sur les objectifs généraux de la Vision de modernisation économique de la Jordanie (2023-2030), de la Politique nationale sur le changement climatique (2022-2050) et des CDN de la Jordanie.

**La Stratégie Nationale et le Plan d'action pour l'intégration de la Consommation et de la Production Durables (CPD) 2016-2025<sup>[3]</sup>** a ciblé trois secteurs : l'agriculture et la production alimentaire, les transports et la gestion des déchets, dans le but de soutenir la mise en œuvre des objectifs et des actions stratégiques et opérationnels convenus en matière de consommation et de production durables au niveau national. Les objectifs spécifiques du plan comprennent la promotion de programmes de marchés publics durables dans les trois secteurs, en ciblant l'élaboration de lignes directrices, de réglementations, de politiques et d'instructions et en renforçant l'engagement des services d'achat en faveur de la consommation et de la production durables.

[3] <https://switchmed.eu/wp-content/uploads/2020/04/01-SCP-NAP-Jordan.pdf>

Le **Plan National Jordanien de croissance verte (NGGP)** est un document sectoriel national visant à orienter les projets de croissance verte et à aligner les politiques et les investissements écologiques sur les objectifs de développement nationaux, principalement ceux énoncés dans la Vision 2025. Il (i) identifie les opportunités de croissance verte et les indicateurs clés de performance verte à inclure ; (ii) conçoit un cadre politique intersectoriel de croissance verte et une feuille de route de mise en

œuvre ; (iii) développe une économie durable qui crée plus d'emplois et favorise l'inclusion sociale. Le plan prévoit des mécanismes de financement provenant des secteurs public et privé, des organismes donateurs et des partenariats entre les secteurs privé et public. Le NGGP propose également une nouvelle approche du regroupement de projets en introduisant trois principaux pôles de croissance verte en Jordanie : le pôle des corridors de croissance verte, le pôle des villes urbaines intelligentes et le pôle de la résilience rurale.

La Jordanie a lancé le programme d'**efficacité énergétique pour le secteur industriel**, "Kafa'a", financé par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et mis en œuvre conjointement avec la Chambre d'Industrie de Jordanie. Ce programme vise à fournir une assistance technique aux industries jordaniennes pour les aider à adopter les meilleures pratiques en matière d'efficacité énergétique, à réduire les coûts de production, à améliorer la productivité et la compétitivité, à

développer leurs propres capacités de gestion de l'énergie, à accéder à de nouveaux marchés, à faciliter l'accès aux financements verts et à jouer un rôle de chef de file en matière d'efficacité énergétique.

Le programme "Kafa'a" sera mis en œuvre au cours de la période 2023-2028. La première phase, qui débutera en 2023, visera les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage, de l'ingénierie et de l'électricité, des technologies de l'information, des industries chimiques et cosmétiques.



# 03.

## Exemples de Financement Climatique



**Le gouvernement jordanien a identifié les secteurs à cibler pour le financement des projets d'atténuation et d'adaptation. Sur la base des CDN, les mesures d'atténuation portent sur plusieurs secteurs : l'énergie, les transports, la gestion des déchets, l'industrie, l'eau, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Pour l'adaptation, les secteurs d'intervention incluent l'eau, la santé, la biodiversité, les écosystèmes et les aires protégées, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, et selon le rapport du Groupe de la Banque mondiale sur le climat et le développement du pays, la Jordanie a besoin de 9,5 milliards de dollars américains d'investissements pour s'orienter vers un développement à faible émission de carbone et favoriser une économie plus verte. Plus de 60 % de ce montant devra provenir du secteur privé.**

En ce qui concerne la possibilité légale pour les autorités locales de signer des prêts, il n'y a pas de limite légale aux emprunts municipaux, les dépenses d'investissement sont soumises à l'approbation du gouvernement central et il existe un système de transfert basé sur une formule. Les municipalités peuvent emprunter auprès de la CVDB et d'autres banques nationales avec le soutien du ministre des affaires municipales. Bien que les municipalités

perçoivent plusieurs impôts, taxes et redevances, notamment l'impôt foncier, les droits de licence pour les petites entreprises et les amendes pour infraction au code de la route, toutes les municipalités dépendent des transferts du gouvernement. La formule de calcul des transferts gouvernementaux tient compte des facteurs socio-économiques, des recettes locales potentielles et des besoins de financement<sup>[4]</sup>.

### 3.1. La Banque de développement des villes et des villages (CVDB)

La CVDB est une banque publique créée en 1979 qui fournit des financements aux municipalités jordaniennes pour développer leurs infrastructures. La banque administre et garantit les prêts accordés aux villes, aide les conseils locaux à fixer des priorités pour des projets économiquement réalisables et fournit une expérience et des services techniques, y compris la formation du personnel technique. La CVDB sert également d'intermédiaire financier pour les transferts gouvernementaux et gère la trésorerie des municipalités collecté par le gouvernement jordanien en leur nom. Le ministre de l'administration locale préside le conseil d'administration de la Banque de développement des villes et des villages (CVDB), qui comprend des représentants de plusieurs ministères et des municipalités locales<sup>[5]</sup>.

L'expertise technique et les services de la CVDB comprennent des formations sur des sujets financiers, des aspects administratifs, des informations de gestion, des analyses budgétaires et des études de faisabilité. La banque a créé cinq centres de formation en association avec le ministère des affaires municipales : un au siège de la banque, couvrant la région centrale de la Jordanie (Zarqa, Balqa, Amman et Madaba) ; dans la municipalité d'Irbid, couvrant la région nord (Irbid, Jerash, Ajloun, Mafraq) ; à Al-Karak ; à Al-Tafeela ; dans la municipalité de Ma'an, couvrant la région sud du pays<sup>[6]</sup>.

### 3.2. Fonds environnemental jordanien (JEF)

Le JEF a été créé en 2009 en vertu des dispositions de la loi sur la protection de l'environnement du ministère de l'environnement, avec pour mission d'aider la Jordanie à atteindre ses objectifs nationaux en matière de protection de l'environnement et de développement durable. Le JEF est régi par son règlement (n° 18 pour l'année 2018) par l'intermédiaire de son conseil d'administration, qui comprend des représentants des secteurs public et privé. Le Fonds travaille avec des bénéficiaires des secteurs public, privé et des ONG. Son mandat comprend :

- Soutenir les activités qui contribuent à la protection, à la conservation de l'environnement et au développement de pratiques respectueuses de l'environnement,
- Les initiatives qui favorisent l'utilisation efficace des ressources,
- Contribuer à la sensibilisation à l'environnement,
- Se concentrer sur les secteurs nationaux prioritaires et fournir un soutien pour répondre aux exigences environnementales, et
- Promouvoir la coopération et le transfert de connaissances avec des entités nationales, régionales et internationales ayant des mandats similaires.

[4] Technical Assistance Report - Public Investment Management Assessment, 2017, International Monetary Fund, Report no 17/366

[5] <https://www.eib.org/en/press/all/2019-271-the-eu-bank-boosts-resilient-and-sustainable-growth-of-municipalities-in-jordan-through-a-partnership-with-the-cities-and-villages-development-bank>

[6] [https://portal.jordan.gov.jo/wps/wcm/connect/gov/eGov/Government+Ministries+\\_+Entities/Cities+and+Villages+Development+Bank/General+Information/](https://portal.jordan.gov.jo/wps/wcm/connect/gov/eGov/Government+Ministries+_+Entities/Cities+and+Villages+Development+Bank/General+Information/)

### 3.3. Le Fonds jordanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (FJEREE)

Le FJEREE, prévu par la loi n° 13, vise à faciliter les subventions en faveur des énergies renouvelables pour les installations détenues et exploitées par le secteur privé, ainsi que les bonifications de taux d'intérêt sur les prêts. Il a été créé en 2012 par la loi n° 13 sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (articles 12, 13, 14, 15 et 16), mais il n'est devenu opérationnel qu'en 2015 suite à la promulgation de l'arrêté 49 de 2015. Il est établi au sein du ministère de l'énergie et des ressources minérales (MERM) pour fournir le financement nécessaire pour les mesures d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable au niveau de l'utilisateur final. Il soutient tout programme et mécanisme financier, permettant aux utilisateurs d'énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique d'accéder aux financements bancaires et aux institutions financières locales et internationales<sup>[7]</sup>.



En 2013, la Jordanie a lancé un programme de subvention de 20 000 chauffe-eau solaires dans le cadre du Fonds jordanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (FJEREE). Le financement public est disponible pour 50 % du coût du système de chauffe-eau solaire. Le FJEREE couvre la moitié du coût d'achat et d'installation. Le reste doit être payé par le propriétaire du système, qui peut le faire soit dans un magasin de la Société des Service Public des Consommateurs (SCPC), qui en compte 68 dans le pays, soit par l'intermédiaire de l'une des 300 organisations communautaires<sup>[8]</sup>.

### 3.4. Les banques commerciales soutiennent le financement de la lutte contre le changement climatique

Le financement commercial ou privé de projets verts a attiré le financement par emprunt du secteur bancaire commercial en Jordanie, en particulier dans le secteur de l'énergie (efficacité énergétique et énergies renouvelables) et en interaction avec la durabilité. L'Association des Banques en Jordanie (ABJ) a ainsi mis en place une stratégie de durabilité pour aider les banques à passer d'une simple responsabilité sociale à un rôle plus important dans le financement des objectifs de développement durable du pays. Cette stratégie repose sur quatre piliers :

- Promouvoir les pratiques de durabilité dans le secteur bancaire,
- Élaborer une stratégie sectorielle pour le financement du développement durable national,

- Améliorer la transparence et la présentation de rapports sur les performances non financières, et
- Accroître la sensibilisation au développement durable dans le secteur.

**La Banque Arabe<sup>[9]</sup>** a lancé son cadre de financement durable, dans le droit fil de ses efforts visant à intégrer la durabilité dans ses opérations. La Banque arabe est la première institution financière en Jordanie à émettre un cadre aligné sur les quatre composantes essentielles des Principes Applicables aux Obligations Vertes 2021. La Banque entend utiliser ce cadre pour émettre des instruments de dette durables afin de faire avancer des projets qui contribueront à l'action climatique et à la création d'emplois, et qui soutiendront les ODD des Nations Unies.

[7] <https://jreef.memr.gov.jo/Default/EN>

[8] <https://solarthermalworld.org/news/20000-subsidised-solar-water-heaters-jordan/>

[9] <https://www.arabbank.jo/>

### 3.5. Partenariats public-privé et concessions

La dernière loi régissant les PPP en Jordanie est la loi sur les partenariats public-privé n°17 de 2020. Cette loi fournit le cadre juridique nécessaire à l'exécution des projets et définit les rôles et responsabilités de toutes les parties prenantes. Un règlement publié en 2021 définit les procédures. Depuis 2004 et jusqu'en août 2022, la Jordanie a attiré plus de 9 milliards de dollars d'investissements dans le cadre de plus de 30 transactions financées par des PPP. Parmi elles, de nombreux projets dans le domaine de l'eau et des énergies renouvelables<sup>[10]</sup>.

La Jordanie a mis en place des institutions gouvernementales centrales spécifiques aux PPP : L'Unité PPP et le Haut Comité PPP. L'Unité PPP a été créée au sein du Premier Ministère pour être le principal organe de supervision et de soutien de tous les PPP menés par le gouvernement jordanien. Elle a été affiliée auprès du Ministère de l'Investissement et

supervisée par le Haut Comité PPP, avec un mandat réglementaire pour fournir un soutien complet à toutes les parties pour mettre en œuvre les projets PPP. Le Haut Comité élabore la politique générale des projets PPP et identifie les activités et les secteurs prioritaires. Il est également chargé de sélectionner les projets PPP potentiels sur la base des rapports préparés par le ministère de planification et de coopération internationale, le ministère des finances et l'unité PPP<sup>[11]</sup>.



### 3.6. Crowd Funding / Financement participatif

En Jordanie, le crowdfunding vise à fournir des fonds aux entrepreneurs jordaniens ou aux projets sociaux qui souhaitent mettre en œuvre un projet en attirant et en convainquant les investisseurs par le biais d'injections de capitaux récompensées ou non. Le crowdfunding devient également de plus en plus populaire pour la collecte de l'argent auprès des injecteurs de capitaux des supporters. Il s'agit d'une excellente alternative pour éviter les banques classiques, qui sont peu enclines à prendre des risques, conservatrices et lentes lorsqu'il s'agit de traiter une demande de crédit par l'emprunteur.

Toute la Jordanie est touchée par la crise syrienne, mais les gouvernorats d'Irbid et de Mafraq, dans le nord du pays, accueillent un nombre croissant de Syriens fuyant la guerre et cherchant refuge. Il suffit de regarder les chiffres et les ressources pour se rendre compte que l'avenir est sombre. Les municipalités qui s'efforcent de fournir les produits de première nécessité sont impuissantes face à la demande pressante de services sociaux et économiques essentiels, sans parler de l'augmentation du nombre de chômeurs<sup>[12]</sup>.

### 3.7. Sociétés de services énergétiques (ESCO)

En Jordanie, dix entreprises s'appellent ESCO. Même si la plupart d'entre elles ne correspondent pas à la définition d'ESCO donnée par NAESCO, toutes fournissent des services énergétiques. En raison du développement rapide des sources d'énergie renouvelables, en particulier des systèmes d'eau chaude solaire, des systèmes solaires photovoltaïques (PV) et des systèmes d'énergie éolienne, de nombreuses ESCO jordaniennes sont de plus en plus impliquées dans des projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

Cela pourrait conduire à une nouvelle définition des ESCO en Jordanie et à de nouvelles façons d'accréditer ces entreprises. Il existe de grandes possibilités de minimiser les sources d'énergie primaire en Jordanie grâce à des mesures efficaces d'efficacité énergétique et à une utilisation accrue des ressources renouvelables, en particulier de l'énergie solaire. Les sociétés de services énergétiques qui mettent en œuvre des projets d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable devraient jouer un rôle essentiel dans la promotion et la mise en œuvre de ces mesures en Jordanie. Cependant, de nombreux obstacles doivent être levés avant que les ESCO puissent opérer de manière rentable dans ce pays<sup>[13]</sup>.

[10] <https://www.jordannews.jo/Section-36/Opinion/Jordan-s-PPP-A-win-win-solution-for-infrastructure-projects-20040>

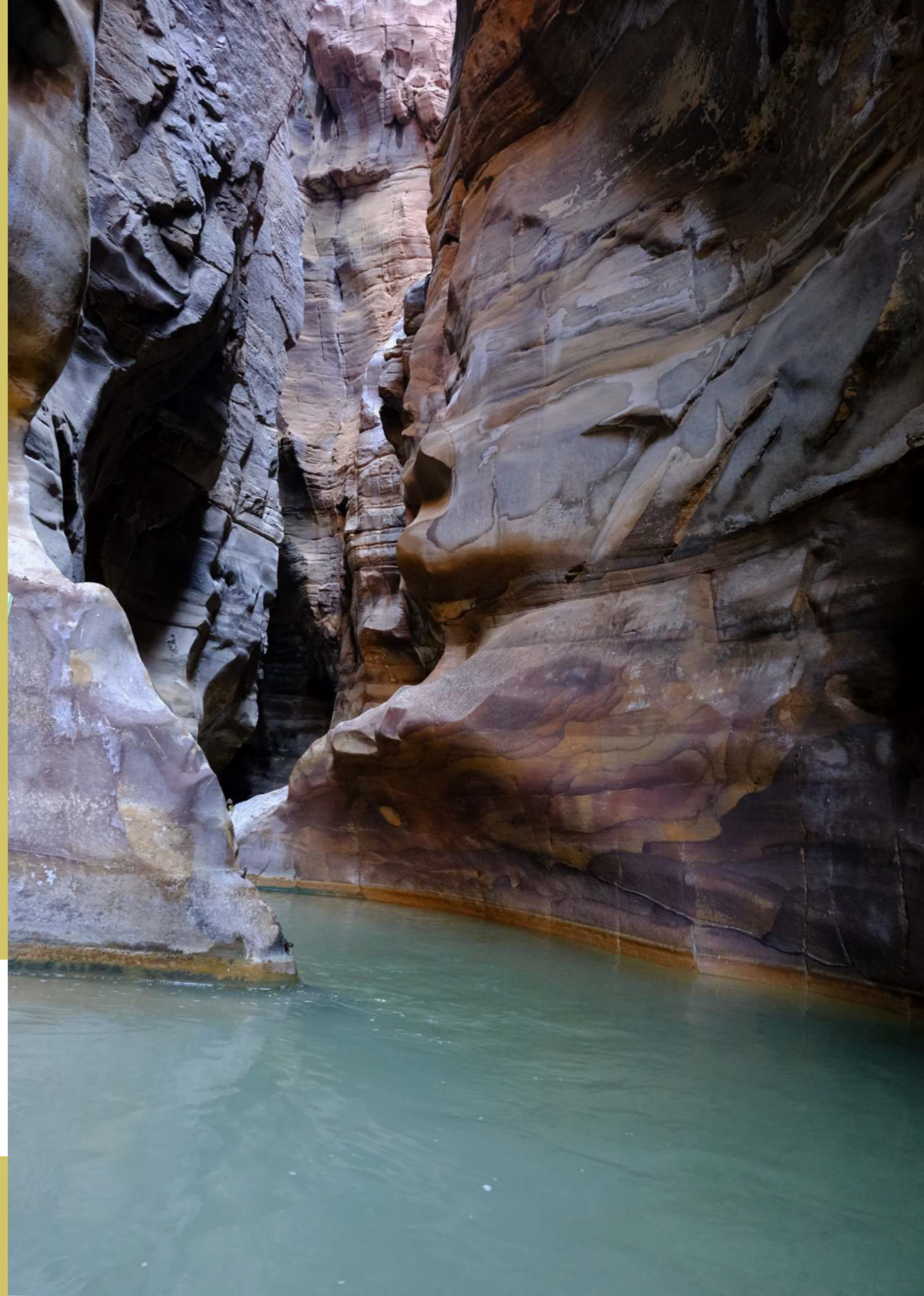
[11] [https://pppu.gov.jo/En/Pages/About\\_PPPU](https://pppu.gov.jo/En/Pages/About_PPPU)

[12] <https://www.undp.org/arab-states/publications/crowd-funding-initiative-support-jordans-host-communities-together-we-can-make-it-possible>

[13] <https://jordankmportal.com/resources/survey-of-energy-services-industry-in-jordan>

# 04.

Exemples de Financement Climatique par les  
Donateurs et les Banques Multilatérales de  
Développement



### La Banque européenne d'investissement (BEI)

Le premier prêt de la BEI à des municipalités en Jordanie (45 millions d'euros) a été accordé par l'intermédiaire de la Banque de Développement des Villes et des villages (CVDB) en 2019. Ce financement soutiendra les investissements des municipalités dans les infrastructures liées aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. La CVDB allouera un montant supplémentaire de 45 millions Dinar Jordanien (57,6 millions d'euros) pour financer le même projet. Cent municipalités jordaniennes bénéficieront de cette initiative, qui aura un impact considérable sur le développement durable des villes du pays, en particulier celles qui sont les plus touchées par la crise des réfugiés. Il réduira les coûts énergétiques des villes en stimulant la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique<sup>[14]</sup>.

### Le gouvernement allemand, par l'intermédiaire de la KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau "Institut de crédit pour la reconstruction")

La KfW finance différents projets dans le secteur de l'énergie pour un montant total de 76,5 millions d'euros. L'un des principaux objectifs est d'atteindre l'objectif national de produire 20 % de l'énergie à partir de sources renouvelables jusqu'en 2025, en utilisant ainsi le vaste potentiel d'énergies renouvelables du pays. Les projets énergétiques visent à faire face à l'augmentation de la demande d'énergie liée au nombre élevé de réfugiés syriens et aux coûts énergétiques énormes dans le secteur de l'eau, qui est le plus grand consommateur d'électricité. Un investissement supplémentaire de 70 millions d'euros est actuellement en cours de planification<sup>[15]</sup>.

Ces dernières années, la KfW a considérablement accru son engagement dans le secteur de l'eau. Elle soutient le secteur dans le cadre de 24 programmes en cours et des mesures d'assistance technique qui les accompagnent. Le volume de financement total de ces programmes en cours s'élève à environ 700 millions d'euros, sans compter les divers projets au stade de la planification et de la préparation<sup>[16]</sup>.

### L'Union européenne (UE)

L'UE a accordé une subvention de 30 millions d'euros en 2016 pour aider l'Autorité de l'eau de Jordanie à construire un système photovoltaïque pour alimenter 3 à 5 stations de pompage dans tout le pays. La BERD gère les fonds de la subvention et supervise la mise en œuvre du projet. En outre, la BERD a accordé 7,5 millions d'euros de prêts et la délégation de l'UE en Jordanie 5 millions d'euros de subventions pour aider à la construction d'une usine de valorisation énergétique des déchets dans la station de transfert des déchets solides d'Al-Shaer qui dessert le Grand Amman. Cette usine devrait produire 9 millions de mètres cubes de biogaz par an à partir de déchets alimentaires, ce qui suffirait à alimenter 8 000 foyers. Ces deux projets s'inscrivent dans le cadre du programme de l'UE en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Jordanie<sup>[17]</sup>, doté d'un budget de 90 millions d'EUR.

### Le Mécanisme de financement de l'économie verte (GEFF)

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Union européenne (UE) et le Fonds vert pour le climat (FVC) ont lancé le programme du Mécanisme de financement de l'économie verte (GEFF) en Jordanie afin de soutenir la transition du pays vers une économie plus verte. La Jordanie est le dernier pays à rejoindre le programme GEFF dans la région du sud et de l'est de la Méditerranée (SEMED). Le programme vise à stimuler les investissements du secteur privé dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, l'eau et l'utilisation rationnelle des ressources<sup>[18]</sup>. Dans le cadre de ce programme, l'UE, la BERD et le FVC fourniront un financement de 40 millions de dollars américains aux acteurs financiers locaux, tels que les banques, les institutions de microfinance et les sociétés de crédit-bail, afin qu'ils prêtent au secteur privé pour qu'il investisse dans des technologies et des services à haute performance. Depuis 2022, trois mécanismes GEFF d'une valeur de 22 millions de dollars américains ont été signés avec la Banque du Caire Amman et la banque centrale de Jordanie, la banque d'Etihad et le Micro Fund for Women.

[14] <https://www.eib.org/en/press/all/2019-271-the-eu-bank-boosts-resilient-and-sustainable-growth-of-municipalities-in-jordan-through-a-partnership-with-the-cities-and-villages-development-bank>

[15] [https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Entwicklungsfinanzierung/L%C3%A4nder-und-Programme/Nordafrika-Nahost/2019\\_Projektinformation\\_Jordanien\\_Energie\\_EN.pdf](https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Entwicklungsfinanzierung/L%C3%A4nder-und-Programme/Nordafrika-Nahost/2019_Projektinformation_Jordanien_Energie_EN.pdf)

[16] [https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Entwicklungsfinanzierung/L%C3%A4nder-und-Programme/Nordafrika-Nahost/2019\\_Projektinformation\\_Jordanien\\_Wasser\\_EN.pdf](https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Entwicklungsfinanzierung/L%C3%A4nder-und-Programme/Nordafrika-Nahost/2019_Projektinformation_Jordanien_Wasser_EN.pdf)

[17] [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903\\_Donor\\_support\\_for\\_climate\\_change\\_in\\_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903_Donor_support_for_climate_change_in_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

[18] <https://www.ebrd.com/news/2022/ebd-eu-and-gcf-strengthen-green-investments-in-jordan-.html>



### L'Agence Française de Développement (AFD)

L'AFD a accordé une ligne de crédit à taux réduit d'un montant de 53 millions de dollars américains à deux banques locales, la **Banque du Caire Amman** et la **banque centrale de Jordanie**, afin de leur permettre de rétrocéder des prêts aux entreprises et aux ménages. Cette opération a été réalisée dans le cadre du programme SUNREF (Utilisation durable des ressources naturelles et financement de l'énergie) de l'AFD, dont l'objectif principal est d'améliorer l'accès à une énergie durable et abordable (SUNREF 2020).

### La Banque islamique de développement (BID)

La BID finance le parc éolien Xenel de 50 MW entre 2018 et 2020. Le coût total du projet est de 52 millions américains.

### Le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement

Le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement gère le Fonds de développement du Golfe, un programme quinquennal de subventions du Conseil de coopération du Golfe, visant à financer des projets de développement en adéquation avec les objectifs stratégiques du gouvernement jordanien. Ce mécanisme comprend un projet d'énergie renouvelable : le développement d'une centrale solaire photovoltaïque de 100 MW dans la région d'Al Quweira. Le Fonds a également soutenu des projets d'énergie renouvelable en Jordanie depuis 2013, notamment une ferme solaire dans la région d'Al Kwairah, qui a été reliée au réseau national d'électricité.

### Le Partenariat pour la préparation au marché (PMR) de la Banque mondiale

Le PMR apporte un soutien à la préparation et à la mise en œuvre des politiques d'atténuation du changement climatique - y compris les instruments de tarification du carbone - afin d'intensifier l'atténuation des émissions de GES. Il sert également de plateforme pour le partage des enseignements ; les pays travaillent ensemble pour façonner l'avenir de l'atténuation rentable des émissions de GES<sup>[19]</sup>.

Le Partenariat pour la préparation au marché (PMR), mis en place en coopération avec la Banque mondiale, est en première ligne pour faciliter la conception et la mise en œuvre d'instruments de tarification du carbone dans la région Arabe. Il a accordé à la Jordanie une subvention de 3 millions de dollars américains pour aider le gouvernement à mettre en place un cadre intégré de surveillance, de déclaration et de vérification (MRV) dans des secteurs ciblés et à atténuer les émissions de gaz à effet de serre en renforçant les capacités techniques des parties prenantes des secteurs public et privé. Selon le projet PMR 2019, il a été proposé d'inclure une étiquette de changement climatique dans le système de gestion des investissements publics du ministère des Finances afin d'aider à identifier les projets liés au climat proposés par diverses entités gouvernementales.



[19] <https://www.thepmr.org/content/supporting-action-climate-change-mitigation>

# 05.

CONCLUSIONS



**Les acteurs institutionnels du financement climatique comprennent le ministère de l'Environnement, qui abrite la Direction des Changements Climatiques (DCC) et préside le Comité National sur le Changement Climatique, le Ministère de l'Énergie, le Ministère des Finances, le Ministère de l'Investissement, le Ministère de l'Agriculture, et le Fonds Jordanien pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (FEREE). Les municipalités dépendent principalement des transferts gouvernementaux et peuvent également emprunter auprès de la BDVV et d'autres banques nationales avec l'approbation du ministre des Affaires municipales. Ils n'ont aucune limite légale en matière d'emprunt.**

La BDVV est une banque de développement nationale publique essentielle agissant comme intermédiaire financier entre le budget national et les banques multilatérales de développement. Elle joue et jouera un rôle déterminant dans le financement climatique à l'avenir. Par exemple, la BEI a accordé un prêt de 45 millions d'euros aux municipalités par l'intermédiaire de la BDVV, mais ce prêt n'a malheureusement pas décollé.

Le Fonds Jordanien pour l'Environnement (FJE) est également une institution susceptible de jouer le rôle d'intermédiaire financier pour les projets liés au climat à l'avenir. Il existe d'autres banques privées (par exemple, la Banque arabe) qui ont de l'expérience dans le domaine du financement climatique et qui pourraient jouer

un rôle dans l'augmentation du financement climatique en Jordanie. Bien que la Jordanie dispose d'un cadre politique et institutionnel favorable en amont bien développé, ainsi que de plans pertinents, des améliorations sont nécessaires dans les domaines suivants :

- L'identification et la cartographie des sources de financement disponibles permettront de mobiliser et d'accroître le financement climatique à partir d'un large éventail de sources publiques et privées, bilatérales et multilatérales, y compris des sources alternatives, et fourniront des conseils sur les synergies possibles entre les instruments de financement disponibles et les priorités nationales.

- Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour favoriser l'intégration de l'adaptation aux niveaux régional et local, ce qui nécessite une aide afin d'identifier les sources nécessaires, d'attirer des financements et de mettre en place des mécanismes appropriés.

- Faire progresser la mise en œuvre et le développement de la législation pour soutenir les ESCO, créer un cadre institutionnel pertinent et sensibiliser les utilisateurs finaux et les consommateurs.



## Sites internet

<https://www.iea.org>

<https://www.climamed.eu>

<https://www.eib.org>

<https://www.kfw-ipex-bank.de>

<https://www.climamed.eu/wp-content/uploads/files/Israel-CES-MED-Newsletter.pdf>

<https://www.cips.org/supply-management/news/2019/november/jordan-launches-government-procurement-department/>

<https://jordan.un.org>

[https://www.eeas.europa.eu/jordan/european-union-and-jordan\\_en?s=201](https://www.eeas.europa.eu/jordan/european-union-and-jordan_en?s=201)

<https://solarthermalworld.org/news/20000-subsidised-solar-water-heaters-jordan/>

<https://jordankmportal.com/resources/survey-of-energy-services-industry-in-jordan>

<https://www.jordannews.jo/Section-36/Opinion/Jordan-s-PPP-A-win-win-solution-for-infrastructure-projects-20040>

<https://pppu.gov.jo>

<https://www.greenfinanceplatform.org/country/jordan>

<https://greenfiscalpolicy.org>

<https://jreeef.memr.gov.jo/Default/EN>

## Rapports et publications

Jordan's Vision 2025 available at <https://www.jordanvision.jo/img/vision-en.pdf>

EU 2021, Recommendations for Climate Action Coordination Strategy (CAS) in Jordan available at <https://www.climamed.eu/wp-content/uploads/files/Final-JORDAN-CAS-Document-23April-2021.pdf>

2017, Technical Assistance Report - Public Investment Management Assessment, International Monetary Fund, Report no 17/366

available at <https://www.unepfi.org/wordpress/wp-content/uploads/2021/01/Sustainable-Arab-Finance-Report-Jan-2021.pdf>

2020, GIZ, Innovative energy efficiency instruments for the MENA region available at [https://www.researchgate.net/publication/365161487\\_Regulatory\\_framework\\_for\\_Crowdfunding\\_platforms\\_in\\_MENA\\_region\\_Mechanisms\\_to\\_enhance\\_financial\\_inclusion](https://www.researchgate.net/publication/365161487_Regulatory_framework_for_Crowdfunding_platforms_in_MENA_region_Mechanisms_to_enhance_financial_inclusion)

2020, UK K4D, Donor support for climate change initiatives in the MENA available at [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903\\_Donor\\_support\\_for\\_climate\\_change\\_in\\_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903_Donor_support_for_climate_change_in_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

2021, IJEEP, Barriers to Improving Energy Efficiency: Insights from Energy Services Companies in Jordan, available at <https://www.econjournals.com/index.php/ijeep/article/view/10811/5717>

2018, Clean Energy Investment Policy Review of Jordan, available at [https://read.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/oecd-clean-energy-investment-policy-review-of-jordan\\_9789264266551-en#page21](https://read.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/oecd-clean-energy-investment-policy-review-of-jordan_9789264266551-en#page21)

2018, Union for the Mediterranean, Report on national subnational climate finance, available at <https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2019/10/Executive-Summary-Report-UfM-FMDV-Morocco-Jordan.pdf>

2021, UNEP, Promoting sustainable finance and climate finance in the Arab region, available at <https://www.unepfi.org/wordpress/wp-content/uploads/2021/01/Sustainable-Arab-Finance-Report-Jan-2021.pdf>

La présente publication a été financée par l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du projet Clima-Med et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union Européenne.

Les auteurs de la publication regrettent toute erreur ou omission qui aurait pu être commise involontairement.

Cette publication ne peut être reproduite en tout ou en partie et sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Clima-Med souhaiterait recevoir une copie de toute publication utilisant cette publication comme source.

Retrouvez-nous sur: [www.climamed.eu](http://www.climamed.eu)

Suivez-nous sur



Ce projet est labellisé par l'UpM



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الإتحاد من أجل المتوسط



Joint Research Centre

Un projet mis en œuvre par un  
Consortium dirigé par DAI



Shaping a more livable world.

Design: Purple  
Images: Wadih Chehaibar